

Islamisme : les propositions choc d'un groupe de hauts fonctionnaires



[Vox Societe \(http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/) | Par [Groupe Plessis \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 16/11/2015 à 14h31

FIGAROVOX/ANALYSE - Pour le groupe de hauts fonctionnaires, *le Plessis*, les attentats de Paris pose la question de l'islamisme en France. Ils proposent plusieurs solutions pour éradiquer celui-ci.

Plessis est le pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

Après les nouveaux attentats qui viennent de frapper la France, il est vital de revenir avec lucidité sur les graves menaces qui pèsent sur notre société et notre peuple. Depuis les attaques de janvier, un grand nombre d'analyses plus ou moins judicieuses avaient été publiées, de l'atrabilaire *Qui est Charlie?** d'Emmanuel Todd, au subtil *Situation de la France* de Pierre Manent.

Le slogan majeur avait alors été «pas d'amalgame», sous-entendu entre l'islam et les terroristes. La situation présente invalide brutalement cet artifice de communication. Admettons que la raison d'Etat pousse les dirigeants à fermer les yeux sur certaines situations dont l'énoncé même pourrait remettre en cause

certaines de leurs politiques. Les attentats du 13 novembre nous montrent que cette posture empêche de lutter efficacement contre des menaces pourtant bien identifiées. Il n'y a que des politiques aveugles ou craintifs et des médias tenants du politiquement correct pour affirmer qu'il n'y a pas de problème de l'islam en France, comme ailleurs. Les responsables religieux et les intellectuels musulmans* les plus avisés et les plus honnêtes le reconnaissent .

Certes, porter la parole publique en ces temps troublés est difficile. Mais nier les problèmes, c'est en créer d'autres, plus vastes, plus graves, voire insolubles. Après les attentats de Charlie Hebdo, le président de la République avait sans doute raison lorsqu'il voulait éviter la stigmatisation injuste et la confrontation de nos concitoyens, mais il aurait tort d'affirmer de nouveau que les assassins, comme ceux de Charlie Hebdo «n'ont rien à voir avec l'islam» . Et doublement tort, d'abord parce que cette parole présidentielle ne porte pas auprès d'une population qui vit, au quotidien, frictions et incompréhensions et, ensuite, parce que les meurtriers de janvier et de novembre, s'ils ne sont pas l'islam de France ont bien à voir avec lui. Et cet islam de France peine à se dégager des dérives que connaît l'islam dans trop de pays. Essayons d'y voir clair et de dégager quelques points.

Politiquement, le sunnisme, dans le monde en général et en France en particulier, est travaillé par les influences extérieures toutes plus dangereuses les unes que les autres. Algériens, Saoudiens, Qataris, Turcs, Marocains, dans une moindre mesure Egyptiens, tentent tous de contrôler via leur argent, leurs imams ou leur capital religieux (lieux saints, aura, institutions...) une large part du marché des biens du salut islamique en France et ailleurs.

Premier point: l'islam de France est très largement sunnite. Ce qui induit au moins trois difficultés.

Idéologiquement le sunnisme est aujourd'hui travaillé par des tendances dures et rétrogrades qui ont peu à peu pris l'ascendant sur les autres courants. Abdennour Bidar, Malek Chebel et quelques autres peuvent forcer notre estime en appelant à

un islam des Lumières, dont il faudrait creuser s'il est théologiquement possible. En tout état de cause, ils ne pèsent rien auprès de la masse sunnite.

Politiquement, le sunnisme, dans le monde en général et en France en particulier, est travaillé par les influences extérieures toutes plus dangereuses les unes que les autres. Algériens, Saoudiens, Qataris, Turcs, Marocains, dans une moindre mesure Egyptiens, tentent tous de contrôler via leur argent, leurs imams ou leur capital religieux (lieux saints, aura, institutions...) une large part du marché des biens du salut islamique en France et ailleurs. Or, ce sont aussi des Etats, qui jouent leurs partitions destinées à accroître leur pouvoir et leur influence sur le grand échiquier mondial ; la France en est une case essentielle, notamment en raison de son rôle en Europe.

Organiquement, le sunnisme est peu structuré et permet à toutes sortes de groupes, ou d'individus, de dessiner les contours de leur islam et de leur djihad. C'est d'autant plus fâcheux que n'importe quel lecteur du Coran en aura découvert les contradictions qui peuvent justifier bien des interprétations dont celles, très nombreuses, qui recèlent d'importantes potentialités de violence.

Ne voit-on pas jusqu'à l'avocat de l'un des ex-complices d'Amedy Coulibaly le présenter comme une victime révoltée par les exactions de la police ? Peu importe que ces jeunes soient nourris au biberon de l'enseignement gratuit français, des allocations sociales françaises, hébergés dans des logements sociaux, certes parfois dégradés, mais fort peu onéreux grâce à l'effort financier français. Ils ne se perçoivent pas comme Français, mais parfois même comme anti-Français.

Deuxième point: l'islam de France est confronté à une radicalisation de ses jeunes. Il est d'abord essentiellement la religion de citoyens ou d'immigrés issus de pays anciennement colonisés par la France. Si l'ancienne génération a largement tourné la page, il n'en va pas de même des nouvelles. Leur situation sociologique, éducative et culturelle, conjuguée à l'instrumentalisation de l'Histoire par certains

Etats, comme l'Algérie, ou encore aux propos irresponsables de spécialistes de la repentance, réactive sans cesse des relations psychologiques difficiles et une mentalité d'exploités en révolte. Ne voit-on pas jusqu'à [l'avocat de l'un des ex-complices d'Amedy Coulibaly \(http://www.bfmtv.com/societe/amedy-coulibaly-une-haine-de-la-police-ancienne-857080.html\)](http://www.bfmtv.com/societe/amedy-coulibaly-une-haine-de-la-police-ancienne-857080.html) le présenter comme une victime révoltée par les exactions de la police? Peu importe que ces jeunes soient nourris au biberon de l'enseignement gratuit français, des allocations sociales françaises, hébergés dans des logements sociaux, certes parfois dégradés, mais fort peu onéreux grâce à l'effort financier français. Ils ne se perçoivent pas comme Français, mais parfois même comme anti-Français. Une part non négligeable d'entre eux a touché à la délinquance qu'ils ne vivent pas tant comme l'entrée en criminalité que comme l'inévitable opposition à des institutions dont une large part des médias et médiateurs de toutes sortes leur serinent à longueur de journée qu'elles sont injustes. Ceux-là sont habitués à la police et à nos tribunaux. Ils les détestent, mais n'en ont plus peur tant la réponse pénale est devenue risible depuis vingt ans.

Troisième point: l'islam de France baigne dans l'un des pays les plus laïcs d'Europe! Non seulement l'Etat français s'est longtemps révélé incapable de comprendre la question religieuse par une sorte de cécité institutionnelle largement partagée par certaines «élites», mais ce laïcisme, souvent porté par la gauche, a aussi eu pour effet la fragilisation de la confession majoritaire en France, le catholicisme, et s'est trop souvent traduit par une agressivité à l'égard du christianisme en général. Les uns et les autres, catholiques compris -et parfois catholiques en tête- ont soigneusement appris que le christianisme ne devait plus structurer l'univers mental des Français, niant de ce fait son rôle essentiel dans la constitution de notre civilisation dans le passé et dans la conservation de ses valeurs dans l'avenir. Nos concitoyens ont souvent perdu de vue leur identité religieuse et n'ont plus pour horizon qu'un vague humani(tari)sme, certes issu d'un christianisme éthique dégradé, mais encombré d'un anticléricalisme culturel qui ne lui permet guère d'apercevoir les forces de régénération œuvrant au cœur du christianisme.

Dans une économie en crise, un pays à « l'identité malheureuse », qui ne croit plus en grand-chose, a bien peu à offrir à des jeunes en quête de références : des centres commerciaux ? Le mariage homosexuel et la GPA ? Des plugs devant le ministère de la justice ?

Dans une économie en crise, un pays à «l'identité malheureuse», qui ne croit plus en grand-chose, a bien peu à offrir à des jeunes en quête de références: des centres commerciaux? Le mariage homosexuel et la GPA? Des plugs devant le ministère de la justice? Au fond, d'une certaine façon, le problème de l'islam de France est aussi celui du christianisme en France: trop peu levain dans une pâte trop lourde. Un christianisme trop absent et qui a admis un peu vite son élimination de la scène publique.

Ces trois séries de problèmes dessinent les contours d'une politique visant à éradiquer l'islamisme en France qui pourrait comporter quelques axes.

Notre pays ne doit plus tolérer la présence sur son sol d'imams étrangers, officiels ou officieux, qui développent des thèses qui, de près ou de loin, vont à l'encontre de nos valeurs ou de la tranquillité publique. Il s'agit donc de disposer des moyens juridiques d'expulser les responsables à la moindre suspicion.

1er axe: trancher les relations d'influence/allégeance entre l'islam de France et certains pays arabes. Les choses sont, au fond, assez simples: notre pays ne doit plus tolérer la présence sur son sol d'imams étrangers, officiels ou officieux, qui développent des thèses qui, de près ou de loin, vont à l'encontre de nos valeurs ou de la tranquillité publique. Il s'agit donc de disposer des moyens juridiques d'expulser les responsables à la moindre suspicion. Il s'agit aussi d'interdire et de réprimer très sévèrement tout financement par l'étranger. Cela suppose également

de rompre les relations financières douteuses avec certains pays, tel le Qatar qui investit massivement dans l'économie française et dans les banlieues. Cela suppose enfin de reconsidérer nos relations avec des pays qui jouent un rôle trouble et foulent aux pieds nos valeurs, tels que l'Arabie Saoudite.

2ème axe: conforter les courants modérés au sein de l'islam, ce qui signifie, les aider à s'organiser et leur confier les clés de l'enseignement, du prêche et de l'exégèse dans notre pays. Ce qui signifie, à l'inverse, priver les radicaux de tout lieu d'expression. Concrètement, cela suppose d'interdire, au moins pour un temps, tout enseignement coranique par des personnes non agréées et contrôlées par l'Etat, d'interdire tout prêche, spécialement en langue étrangère, non visé par les autorités et d'expulser ou de condamner les réfractaires, d'interdire de la même façon les livres et publications internet suspects, de mettre sous tutelle les lieux de culte musulman ou a minima de les contrôler sérieusement.

3ème axe: achever l'organisation de l'islam de France. La création du CFCM était un pas... qui n'a pas suffi. Comme le proposait Malek Chebel, il faut un grand mufti de la République et la mise en place d'une organisation interne de l'islam sunnite. L'Etat peut y aider en ne tolérant l'existence que d'imams formés à ses écoles, et agréés par ses soins, en n'acceptant l'administration des lieux de culte que par des associations elles aussi contrôlées et dûment habilitées, en tout cas qui ne soient pas confiées aux plus extrémistes. Et il est indispensable que l'ensemble des responsables musulmans condamnent sans ambigüité non seulement ces actes terroristes, mais aussi, les organisations islamo-fascistes et leurs membres de l'EI, du front Al-Nosra et assimilés.

Enfin, il n'est plus tolérable qu'en France des salafistes, puissent fréquenter des mosquées salafistes et écouter des prêches violents sans autre intervention des pouvoirs publics qu'une surveillance par les services de renseignement. Lorsqu'ils sont étrangers, ces extrémistes doivent être massivement expulsés, à titre préventif, pour raison d'ordre public.

4ème axe: lutter contre la radicalisation de manière radicale. L'identification a fait des progrès mais ne suffit pas. L'échange de données avec nos partenaires doit s'intensifier. L'isolement des détenus islamistes doit devenir une réalité, isolement des autres détenus, mais aussi isolement entre eux. Les étrangers doivent être expulsés et les doubles nationaux déchés de leur nationalité puis expulsés. Plus généralement, les délinquants doivent sentir la force de l'Etat dont la répression pénale doit être très sévère. Cela devrait être, en particulier à l'égard du trafic de stupéfiants, dont certains n'ont toujours pas compris qu'il finançait, pour une part, le terrorisme et, d'autre part, qu'il était poreux avec les milieux radicalisés. Enfin, il n'est plus tolérable qu'en France des salafistes, puissent fréquenter des mosquées salafistes et écouter des prêches violents sans autre intervention des pouvoirs publics qu'une surveillance par les services de renseignement. Lorsqu'ils sont étrangers, ces extrémistes doivent être massivement expulsés, à titre préventif, pour raison d'ordre public.

5ème axe: maîtriser les flux migratoires. La dynamique démographique de la population musulmane en France, entretenue notamment par une immigration massive en provenance de pays à majorité musulmane, n'est pas de nature à faciliter la mise en place d'une cohabitation durable et harmonieuse entre les différentes composantes de la société. Du reste, l'absence de statistiques précises en la matière pourrait masquer un accroissement beaucoup plus significatif qu'on ne le pense généralement. La question de l'islam en France est ainsi étroitement liée à la maîtrise des flux migratoires, réguliers et irréguliers. Nous renvoyons pour plus de détails à [notre précédent article \(http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/10/14/31002-20151014ARTFIG00360-chaos-migratoire-l-analyse-sans-concession-d-un-groupe-de-hauts-fonctionnaires.php\)](http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/10/14/31002-20151014ARTFIG00360-chaos-migratoire-l-analyse-sans-concession-d-un-groupe-de-hauts-fonctionnaires.php), s'agissant notamment de l'indispensable contrôle effectif et rigoureux des frontières.

Franciser l'islam cela passe aussi par une politique claire en matière de symbolique : pas de burqa, ni de qamis afghan sur le territoire national, pas de voile, pas de prières publiques, pas de mosquée ostentatoire et l'application scrupuleuse de nos lois, par exemple en matière de polygamie.

6ème axe: le plus difficile, envisager de manière différente les religions. Le combat idéologique face à l'islamisme ne peut embrasser qu'un nombre limité d'options, toutes aussi complexes dans notre pays traversé de contradictions. La première option serait de réactiver un laïcisme sourcilleux qui fut celui des radicaux du début du XXème siècle, mais la gauche et ses élites terranovesques ont déserté ce combat. L'actuel premier ministre peut bien prétendre le ranimer, mais, paraphrasant François Mitterrand face à Jacques Chaban-Delmas, on est tenté de lui répondre: «Quand je vous regarde, je ne doute pas de votre sincérité, mais quand je regarde votre majorité, je doute de votre réussite»* . Le risque existe au surplus que cette lutte se déchaîne encore et avant tout contre le catholicisme, plus tendre et tolérant (voir la «crise» des crèches avant Noël qui, avec le recul, montre à quel point les «libres penseurs» se sont trompés d'adversaires, par facilité et sans doute aussi par lâcheté), que contre un islam volontiers chatouilleux. Sur le fond, par ailleurs, ce combat a-t-il des chances d'être efficace et est-il même souhaitable? L'effacement du religieux est une part du problème. Faut-il creuser davantage le fossé entre des peuples avides de sens et leurs institutions?

La seconde option serait d'accepter une nouvelle place des religions dans notre société de façon à en apaiser les relations et à franciser l'islam. A moins d'accepter l'islamisation de notre pays, cette option doit consister aussi à renforcer le christianisme pour équilibrer la situation et la résistance naturelle à l'islam, réactiver le fond éthico-philosophique qui fait le soubassement de nos valeurs républicaines et qui est profondément chrétien. Cela passe par un nouveau dialogue avec les institutions chrétiennes. Cela suppose une nouvelle réflexion sur la présentation du fait chrétien et de son impact sur la France, l'Europe et l'Occident notamment dans les programmes scolaires, les manuels, à l'inverse de la mise en valeur actuelle de l'islam au détriment du christianisme. Franciser l'islam cela passe aussi par une politique claire en matière de symbolique: pas de burqa, ni de qamis afghan sur le territoire national, pas de voile, pas de prières publiques, pas de mosquée ostentatoire et l'application scrupuleuse de nos lois, par exemple en matière de polygamie. Côté christianisme, les institutions nationales et locales doivent ranger au rayon des vieilleries les oripeaux du laïcisme d'antan, peut-être avec regret, mais «comme on peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages»* .

Mais ce n'est pas le seul enjeu : notre société doit inspirer le respect, retrouver des valeurs fortes et se libérer d'un consumérisme et d'un libertarisme débridés. Le Gouvernement est-il en capacité d'y contribuer ? Sa gestion du mariage homosexuel, l'insistance renouvelée du ministre de la Justice sur la PMA au profit des lesbiennes, démontre qu'un certain establishment n'a rien compris aux évolutions profondes de notre société.

Non seulement une telle évolution pourrait bien rassurer nombre de nos concitoyens mais aussi attirer une part de la jeunesse d'origine immigrée. Mais ce n'est pas le seul enjeu: notre société doit inspirer le respect, retrouver des valeurs fortes et se libérer d'un consumérisme et d'un libertarisme débridés. Le Gouvernement est-il en capacité d'y contribuer? Sa gestion du mariage homosexuel, l'insistance renouvelée du ministre de la Justice sur la PMA au profit des lesbiennes, démontre qu'un certain establishment n'a rien compris aux évolutions profondes de notre société.

Voilà bien une des racines de l'absence de résolution du problème de l'islam en France depuis des années et des inquiétudes que nous pouvons nourrir pour l'avenir: nos «intelligentsias» parisiennes sont trop libertaires, tout à la fois pour brider les forces de désordre et pour donner, notamment à nos jeunes, une espérance qui dépasse le matérialisme. Elles sont encore trop laïcardes pour s'appuyer sur le catholicisme honni et dont elles font encore leur principal adversaire, comme autrefois les politiques français qui s'aveuglèrent au point de ne vouloir détruire que l'Autriche et de laisser croître la Prusse. Qui sera capable de se saisir du problème?

*Qui est Charlie? Sociologie d'une crise religieuse, Seuil, 2015.

*Situation de la France, Desclée de Brouwer, 2015

*«Des intellectuels de confession musulmane appellent à une «révolution» dans l'islam», Le Figaro, 14 janvier 2015.

Adresse à la Nation à la suite des événements des 7 et 8 janvier 2015, «Ceux qui ont commis ces actes, ces terroristes, ces illuminés, ces fanatiques, n'ont rien à voir avec la religion musulmane.»

*Discours de Manuel Valls à l'Assemblée nationale en hommage aux victimes des attentats, 13 janvier 2015.

*En réaction au discours de politique de politique générale de Jacques Chaban-Delmas, en 1969.

*Charles de Gaulle, allocution télévisée du 14 juin 1960 «Il est tout à fait naturel que l'on ressente la nostalgie de ce qui était l'Empire, comme on peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages.»



Groupe Plessis
